

Espagne – Maroc : un partenariat fécond est-il possible ?

Il faut construire une zone géopolitique stabilisée, qui contribue à la perception de l'espace méditerranéen.

Khalid Naciri

Poser la question en termes d'interrogation sur la possibilité ou non d'une synergie productive entre l'Espagne et le Maghreb c'est laisser entendre qu'il existe, valeur aujourd'hui, de réels problèmes en la matière.

Précisons d'emblée que tout en constatant les sérieux retards et les innombrables obstacles se dressant devant la concrétisation de ce partenariat, nous ne croyons absolument pas qu'il s'agisse là d'un slogan démagogique, d'une utopie inconsistante ou d'une démarche futile. Ce partenariat est nécessaire et possible.

Essayons de cerner le sujet en réfléchissant sur ce qui fait la quintessence de la perception maghrébine sur l'Espagne : l'Europe, si proche et si lointaine ; en examinant la dualité la plus exécrable, celle qui met face à face l'Espagne et le Maroc : une conflictualité à dépasser ; et en invitant à se pencher sur des perspectives positives devant être explorées avec méthode.

L'Espagne vue du Maghreb : l'Europe si proche et si lointaine

Le regard porté sur l'Espagne par le Maghreb n'a jamais été simple : une histoire dense, heurtée et passionnée crée par définition une situation complexe. Il faut pourtant mettre définitivement terme à une conception plus ou moins consciente et qui a encore plus ou moins cours en Espagne, selon laquelle le regard maghrébin et arabe en général sur le voisin ibérique se déploie dans un désir plus ou moins conscient de revanche sur la perte d'une Andalousie mythique... Dès que ce faux problème sera archivé, on pourra se focaliser sur les vrais problèmes, qui sont ceux de la construction d'une zone géopolitique stabilisée et coopérative, susceptible de contribuer à la pacification de l'espace méditerranéen.

L'Espagne a un rôle essentiel à jouer à cet égard. Et à la veille de la fin du mandat du gouvernement de José María Aznar, il n'est pas inutile de s'interroger sur l'impact du gouvernement du Partido Popular (PP) sur la place de l'Espagne dans cet espace.

Succédant au socialiste Felipe González en 1996,

Aznar a imprimé à la politique extérieure espagnole une orientation substantiellement différente de celle du gouvernement socialiste. En toute logique d'ailleurs car les options conservatrices de l'équipe Aznar sont cohérentes. Sa réélection – plus confortable encore – en mars 2000 ne pouvait que lui accorder une marge de manœuvre encore plus vaste puisque telle est la volonté souveraine des urnes. La transition démocratique réussie, enclenchée depuis la fin du franquisme en 1976 a atteint au pays de Miguel de Cervantes sa pleine maturité et nous considérons de ce côté-ci du Détroit, que le choix souverain du peuple espagnol mérite le respect de tous. Cependant, fort de l'onction du suffrage universel, le PP, fidèle à l'archétype de droite, tout en se débarrassant des nostalgiques du franquisme, s'identifiera aux démarches conservatrices traditionnelles : frilosité à l'égard des voisins maghrébins, dramatisation excessive des problèmes liés à l'immigration (légal et clandestine), à l'accord de pêche, aux « presides »... Le Maroc en particulier fera les frais de la nouvelle politique étrangère, avec une ambiguïté savamment entretenue sur la question du Sahara et une aggravation spectaculaire sur la question de l'îlot Leïla (Perejil) et rappel réciproque d'ambassadeurs, sans parler des propos, souvent peu diplomatiques, tenus à l'endroit du voisin du sud...

De manière générale il faut dire que le « Mare Nostrum » joue plus le rôle de séparation entre le monde européen et le monde maghrébin et arabe. La proximité géographique ne sert pas de catalyseur d'un véritable espace euro-maghrébin. La Méditerranée est une zone de fracture.

Sur un plan plus global force est de constater que la position géopolitique de l'Espagne a qualitativement évolué – dans notre perception – dans le mauvais sens. Si, pendant 25 ans, de 1976 à 2000, la politique extérieure de l'Espagne reposait sur trois fondements stratégiques : l'appartenance à l'Union européenne (UE), les relations privilégiées avec l'Amérique latine, le Maghreb et le monde arabe et une certaine proximité des Etats-Unis dans le cadre de l'OTAN, elle a depuis, basculé de manière évidente dans la vision et la stratégie

Khalid Naciri, directeur de l'Institut Supérieur de l'Administration, Rabat.



“Les deux rives de la Méditerranée ont le devoir de s’accepter dans leurs mutuelles différences. Elles n’ont d’autre choix que de vivre ensemble. Et de construire ensemble l’espace commun”. (Portrait de la Méditerranée du géographe Oliva, 1661). / ROGER VIOLETTE

unilatérales et fort controversées, de Washington. L’alignement, sans nuances, de Madrid, aux côtés de Londres, sur les vues américaines (et qui valent d’ailleurs à l’Espagne une « originalité » européenne) ne laissent pas de surprendre ses partenaires communautaires. Il semble bien loin le statut de pays facilitateur positif que l’Espagne avait acquis, en initiant la conférence de Madrid de 1991, qui avait ouvert la voie au processus de paix au Moyen-Orient... On imagine mal aujourd’hui l’Espagne remettant le pied à l’étrier, tant son image de marque nouvelle est celle d’allié inconditionnel des USA.

Cependant, c’est au niveau des relations bilatérales avec le Maroc que l’on observe le plus de dégâts.

Maroc – Espagne : une conflictualité latente à dépasser

Il est légitime d’observer un arrêt particulier sur image, consacré à la bilatéralité maghrébo-ibérique la plus problématique : le rapport hispano-marocain. La relation entre ces deux pays se partageant le Détroit de Gibraltar cristallise à elle seule quasiment l’intégralité de la conflictualité ibéro-maghrébine. On ne perçoit en effet, pratiquement aucun conflit majeur entre l’Espagne et les quatre autres pays maghrébins.

En revanche les relations entre Madrid et Rabat semblent s’être durablement installées sous l’ère Aznar, dans

un environnement détestable, nuisible à la sérénité indispensable aux rapports entre deux pays limitrophes. Et force est de constater que les sujets de contentieux sont nombreux et qu’il n’existe pas d’élément objectif permettant d’en faire porter la principale responsabilité au Maroc :

- Le dossier de la pêche : le Maroc ne comprend absolument pas l’attitude espagnole (ni celle du puissant lobby des pêcheurs ni celle du gouvernement) qui lui reproche de refuser le renouvellement des accords de pêche alors qu’il est établi scientifiquement qu’il n’y a pratiquement plus rien à pêcher ou que du moins, une nouvelle gestion, plus rationnelle des pêcheries, est nécessaire.

- Le dossier de l’immigration clandestine : Rabat ne comprend pas que Madrid cherche à lui faire supporter la responsabilité intégrale d’un phénomène planétaire particulièrement difficile à résoudre et dont il est lui-même la victime (et avec des moyens beaucoup plus modestes que ceux de l’Europe) puisqu’il est devenu la destination de l’immigration subsaharienne qui n’est pas seulement de transit. Les efforts marocains sont systématiquement minorés outre-détroit.

- Le dossier du Sahara : le Maroc a beaucoup de mal à comprendre la position espagnole, fondamentalement hostile au Maroc (soutenant implicitement les séparatistes du Front Polisario) et ouvertement la position al-

gérienne favorable à un referendum devant déboucher sur l'« indépendance » d'un territoire peuplé de 74 000 habitants la veille de sa décolonisation. Le Maroc se pose des questions car il sait que l'Espagne, ex-puissance coloniale, connaît parfaitement la vérité. En jouant Alger contre Rabat, Madrid donne l'impression que sa nouvelle préoccupation régionale, c'est un Maroc divisé et affaibli.

Les sentiments d'hostilité au Maroc s'exprimant largement au sein des ONG et de la presse espagnoles sont ressenties comme des blessures.

– La question des presides : le Maroc comprend très mal que la présence espagnole en « terre africaine », dans les conditions continentales de Ceuta et Melilla, soit présentée à Madrid comme une réalité naturelle et éternelle. Malgré l'approche extrêmement amicale, responsable et constructive du Maroc, ayant proposé une « cellule de réflexion » commune sur le devenir de ces enclaves, qui sont les vestiges anachroniques d'un colonialisme obsolète, le refus espagnol méprisant, est mal perçu au Maroc. Et l'épisode peu glorieux de l'îlot Leila en juillet 2002 est venu rappeler aux marocains que l'Espagne a encore beaucoup à faire en la matière.

Quant aux efforts déployés par l'Espagne pour accrédi- ter la thèse selon laquelle sa revendication de Gibraltar n'est pas comparable à celle de Ceuta et Melilla, les marocains les reçoivent comme un simple exercice de rhétorique peu convaincant.

A cause de tous ces dossiers, l'indispensable climat de bonne entente a du mal à s'imposer dans la région. Cet article étant consacré à évoquer les perceptions maghrébines sur l'Espagne à la fin du gouvernement Aznar, on ne peut passer sous silence la dimension sentimentale de la perception marocaine. Sur tous ces dossiers le Maroc perçoit un sentiment de malaise et de méchanceté injustifiée à son égard, voire de douloureuse injustice parce que ce pays, terre de tolérance, d'ouverture et d'amitié, n'est pas payé en retour.

Et pourtant le Maroc continue d'exprimer un état d'esprit positif et à explorer les voies de l'avenir pour construire un partenariat méditerranéen utile à toutes ses composantes et vecteurs de stabilité et de paix.

Des perspectives à explorer avec méthode

Pays de haute civilisation, résolument ouvert sur la modernité, le Maroc croit en la nécessaire construction maghrébine (aujourd'hui en panne à cause de la persistance du conflit du Sahara et de l'instabilité en Algérie) et en un partenariat maghrébo-espagnol, base d'un espace euro-maghrébin jouant un rôle majeur dans l'environnement géopolitique méditerranéen.

Sur un plan bilatéral maroco-espagnol, l'accent doit être mis de manière méthodique sur les deux dossiers,

politique et économique.

Au niveau politique, une nouvelle approche, plus positive doit être déployée par l'Espagne que son nouveau statut de grande puissance européenne devrait obliger à agir différemment de ce qu'elle a fait au cours des huit dernières années. Par exemple, Madrid n'a pas à s'immiscer dans le conflit algéro-marocain relatif au Sahara mais plutôt s'en tenir à une équidistance positive et objective. Sur les autres problèmes, une attitude de moins crispée et plus en phase avec l'esprit de conciliation marocain, serait la bienvenue.

Au niveau économique, le contexte semble paradoxalement plus favorable. Les statistiques le démontrent de belle manière. Aussi bien pour le Maroc que pour l'Algérie, l'Espagne se positionne dans de bonnes conditions. Premier partenaire économique de l'Espagne dans le monde arabe, l'Algérie est son dixième partenaire dans le monde et fournisseur de l'Espagne en gaz naturel à concurrence de 60 %.

Quant au Maroc, en accueillant 800 entreprises espagnoles opérant sur son territoire, l'Espagne se trouve être son second partenaire étranger après la France.

De fait, en achetant en Espagne, pour 1,362 milliards d'euros, le Maroc se place comme le principal client extra communautaire de l'Espagne. Ce pays a absorbé jusqu'en octobre 2003 : 57 % des exportations espagnoles vers le Maghreb contre 23 % pour l'Algérie, 16 % pour la Tunisie et 4 % pour la Libye.

Ces brefs rappels ont pour but de signifier que les soubassements d'une coopération économique évolutive et ambitieuse sont là et que celle-ci a vocation à asseoir un partenariat multidimensionnel de qualité.

Au plan maghrébin, le Processus de Barcelone et le programme MEDA, sur lesquels, pourtant, de solides espoirs avaient été placés, n'ont finalement pas donné la plénitude de leurs potentialités. Une puissante volonté politique au niveau ibérique aussi bien que maghrébin, est nécessaire pour réimpulser ce processus et dépasser un partenariat qui s'est installé dans une vitesse de croisière manquant de tonus. Etant précisé toutefois que les bons résultats de MEDA au Maroc (contrairement aux autres pays maghrébains) durant les années 2002 et 2003, prouvent que ce partenariat est crédible.

L'avenir ne sera que ce que nous en ferons, espagnols et maghrébains. Nous devons tous comprendre que cet avenir est commun et que personne ne pourra se passer de l'autre. Nous avons le devoir de nous accepter dans nos mutuelles différences et nous convaincre qu'il n'est pas de politique pérenne s'alimentant dans les conflits stériles ou dans l'atteinte aux intérêts vitaux évidents des uns et des autres. Il faut discuter sereinement et sérieusement sur tous les problèmes qui empoisonnent nos perceptions réciproques. Car nous n'avons d'autre choix que de vivre ensemble. Et de construire ensemble notre espace commun. ■